République Tunisienne

--*--

**MINISTERE DE LA JUSTICE
ET DES DROITS DE L'HOMME**

--*--

Coopération Internationale

**Convention de Coopération Judiciaire
entre la République Tunisienne
et la République de Côte d'Ivoire
(Tunis, 08/07/1975)**

Le Gouvernement de la République Tunisienne
et le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire.

Considérant le traité d'amitié et de coopération entre
les deux pays signé à Abidjan le 1er Décembre 1965.

Désireux de renforcer leur coopération judiciaire et de
régler d'un commun accord les questions relatives à l'entraide
judiciaire, à l'Exéquatur des jugements et à l'extradition, ont con-
venu de ce qui suit :

T I T R E I.

ENTR'AIDE JUDICIAIRE

CHAPITRE 1er

Accès aux Tribunaux

ARTICLE PREMIER.-

Les nationaux de chacune des Hautes Parties Contractantes auront sur le territoire de l'autre, un libre et facile accès auprès des tribunaux tant administratifs que judiciaires pour la poursuite et la défense de leurs droits. Il ne pourra, notamment, leur être imposé ni caution ni dépôt sous quelques dénominations que ce soit, à raison soit de leur qualité d'étranger, soit du défaut de domicile ou de résidence dans le pays.

L'alinéa précédent s'applique aux personnes morales constituées ou autorisées suivant les lois de chacune des Hautes Parties Contractantes.

CHAPITRE II.

Assistance judiciaire

ARTICLE 2. -

Les nationaux de chacune des Hautes Parties Contractantes jouiront sur le territoire de l'autre, du bénéfice de l'assistance

.../...

judiciaire comme les nationaux eux-mêmes, pourvu qu'ils se conforment à la loi du pays dans lequel l'assistance sera demandée.

ARTICLE 3. -

Le certificat attestant l'insuffisance des ressources sera délivré au requérant par les autorités de sa résidence habituelle s'il réside sur le territoire de l'un des deux pays. Ce certificat sera délivré par le Consul de son pays territorialement compétent, si l'intéressé réside dans un pays tiers.

Lorsque l'intéressé résidera dans le pays où la demande sera formée, des renseignements pourront être pris, à titre complémentaire, auprès des autorités du pays dont il est ressortissant.

CHAPITRE III.

Remise des actes et pièces judiciaires
et extra-judiciaires

ARTICLE 4. -

Sous réserve des dispositions particulières à l'extradition les actes et pièces judiciaires et extra-judiciaires, destinés à des personnes résidant sur le territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes, seront, en matière civile, commerciale, administrative ou pénale, transmis par le canal des Départements des Affaires Etrangères par la voie diplomatique normale.

Les dispositions du présent article ne sauraient toutefois porter atteinte au droit de chacune des Hautes Parties Contractantes de faire parvenir directement par le canal de ses représentants diplomatiques ou consulaires, tous actes et pièces judiciaires ou extrajudiciaires destinés à ses nationaux. En cas de conflit de législation, la nationalité du destinataire sera déterminée conformément à la loi de l'Etat sur le territoire duquel la remise doit avoir lieu.

ARTICLE 5. -

Les actes et pièces judiciaires ou extra-judiciaires devront être accompagnés d'un bordereau précisant :

- l'autorité de qui émane l'acte,
- la nature de l'acte à remettre,
- les nom et qualité des parties,
- les noms et adresse du destinataire,
- et, en matière pénale, la qualification de l'infraction commise.

ARTICLE 6. -

L'autorité requise se bornera à assurer la remise de l'acte à son destinataire ; cette remise sera constatée, soit par un récépissé dûment daté et signé de l'intéressé, soit par un procès-verbal de notification établi par les soins de l'autorité requise et qui devra mentionner le fait, la date et le mois de la remise. Le récépissé ou le procès-verbal sera transmis à l'autorité requérante.

Lorsque la remise n'aura pas lieu, l'autorité requise retournera sans délai l'acte à l'autorité requérante, en indiquant le motif pour lequel la remise n'a pu avoir lieu.

ARTICLE 7. -

Chaque des Hautes Parties Contractantes prendra à sa charge les frais consécutifs à la remise effectuée sur son propre territoire.

ARTICLE 8. -

En matière civile et commerciale, les dispositions prévues aux articles précédents ne portent pas atteinte au droit qu'ont les intéressés résidant sur le territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes de faire parvenir ou de remettre tous actes à des personnes résidant sur le même territoire, sous réserve que la remise ait lieu selon les formes en vigueur dans le pays où elle devra avoir lieu.

CHAPITRE IV.

Transmission et exécution des

Commissions rogatoires

ARTICLE 9. -

En matière administrative, civile, commerciale ou pénale, les commissions rogatoires sont exécutées sur le territoire de chacune des Hautes Parties Contractantes, par les autorités compétentes et transmises par le canal des Départements des Affaires Étrangères, selon la voie diplomatique normale.

.../...

ARTICLE 10. -

L'autorité requise peut refuser d'exécuter une commission rogatoire lorsque celle-ci est de nature à porter atteinte à la souveraineté, à la sécurité ou à l'ordre public du pays où l'exécution doit avoir lieu.

ARTICLE 11. -

Les personnes dont le témoignage est demandé sont convoqués par simple avis administratif ; en cas de non comparution, l'autorité requise est tenue de prendre à l'égard des défaillants toutes mesures de coercition prévues par la loi en vue de les y contraindre.

ARTICLE 12. -

Sur demande expresse de l'autorité requérante, l'autorité requise devra :

1) assurer l'exécution d'une commission rogatoire selon une procédure spéciale si cette procédure n'est pas contraire à sa législation.

2) informer, en temps utile, l'autorité requérante de la date et du lieu où la commission rogatoire sera exécutée, afin que les parties intéressées puissent y assister dans les conditions prévues par la loi en vigueur dans le pays où l'exécution doit avoir lieu.

.../...

ARTICLE 13. -

L'exécution des commissions rogatoires ne donnera lieu en ce qui concerne l'Etat requérant au remboursement d'aucun frais excepté les honoraires d'experts.

CHAPITRE V.

DE la Comparution des témoins en
matière pénale

ARTICLE 14. -

Lorsque la comparution personnelle d'un témoin est nécessaire dans une instance pénale, le gouvernement du pays où réside le témoin, invitera ce dernier à répondre à la convocation qui lui est adressée. Dans ce cas, les indemnités de déplacement et de séjour calculées, depuis la résidence du témoin, doivent au moins être égales à celles allouées d'après les tarifs et règlements en vigueur dans le pays où l'audition doit avoir lieu ; les autorités consulaires de l'Etat requérant doivent avancer au témoin, sur sa demande, tout ou partie des frais de voyage.

Aucun témoin, quelle que soit sa nationalité, qui cité dans l'un des deux pays, se présentera volontairement devant les tribunaux de l'autre pays, ne pourra y être poursuivi ou arrêté, pour des faits ou en exécution de jugements antérieurs à son départ du territoire de l'Etat requis. Toutefois cette immunité cessera trente

.../...

jours après la date à laquelle l'audition a eu lieu si le témoin n'a pas quitté le territoire de l'Etat requérant alors qu'il en avait la possibilité.

ARTICLE 15. -

Il sera donné suite à la demande de comparution de témoins détenus, à moins que des considérations particulières ne s'y opposent et sous la condition de renvoyer les dits détenus dans un bref délai.

T I T R E I I.

Exéquatur en matière civile et commerciale et exécution
des sentences arbitrales et des actes authentiques

ARTICLE 16. -

En matière civile et commerciale, les décisions contentieuses et gracieuses rendues par les juridictions siégeant en Tunisie ou en Côte d'Ivoire ont l'autorité de la chose jugée sur le territoire de l'autre pays si elles remplissent les conditions suivantes :

- a) la décision émane d'une juridiction compétente selon la législation de l'Etat requérant, sauf renonciation certaine de l'intéressé ;
- b) la partie succombante a comparu ou a été régulièrement citée ;

c) la décision, passée en force de chose jugée, est susceptible d'exécution conformément à la loi du pays où elle a été rendue ;

d) la décision ne contient rien de contraire ni à l'ordre public du pays où son exécution est demandée ni aux principes du droit public applicables dans ce pays ; elle ne doit pas non plus être contraire à une décision judiciaire prononcée dans ce pays et possédant à son égard l'autorité de la chose jugée.

ARTICLE 17. -

Les décisions visées à l'article précédent ne peuvent donner lieu à aucune exécution forcée par les autorités de l'autre pays ni faire l'objet de la part de ces autorités d'aucune formalité publique telle que l'inscription, la transcription, ni la rectification sur les registres publics qu'après y avoir été déclarées exécutoires.

ARTICLE 18 . -

L'exéquatur est accordé, à la demande de toute partie intéressée, par la juridiction compétente d'après la loi du pays où il est requis. La procédure de la demande en exéquatur est régie par la loi du pays dans lequel l'exécution est demandée.

ARTICLE 19. -

La juridiction compétente se borne à vérifier si la décision dont l'exéquatur est demandé remplit les conditions prévues aux articles précédents pour jouir de l'autorité de la chose jugée.

.../...

Elle procède d'office à cet examen et doit en constater le résultat dans la décision. L'exéquatur ne peut être accordé si un recours extraordinaire a été formé contre la décision dont l'exéquatur est demandé.

En accordant l'exéquatur, la juridiction compétente ordonne, s'il y a lieu, les mesures nécessaires pour que la décision soumise à exéquatur reçoive la même publicité que si elle avait été rendue dans le pays où elle est déclarée exécutoire. L'exéquatur peut être accordé partiellement pour l'un ou l'autre seulement des chefs de la décision invoquée.

ARTICLE 20. -

La décision d'exéquatur a effet entre toutes les parties à l'instance en exéquatur et sur toute l'étendue du territoire où ces dispositions sont applicables.

Elle permet à la décision rendue exécutoire de produire, à partir de la date de l'obtention de l'exéquatur en ce qui concerne les mesures d'exécution, les mêmes effets que si elle avait été rendue par le tribunal ayant accordé l'exéquatur à la date de l'obtention de celui-ci.

ARTICLE 21. -

La partie qui invoque l'autorité d'une décision judiciaire ou qui en demande l'exécution doit produire :

- a) une expédition de la décision réunissant les conditions nécessaires à son authenticité ;
- b) l'original de l'exploit de signification de la décision ou toute pièce en tenant lieu ;
- c) un certificat des greffiers compétents constatant qu'il n'existe contre la décision ni opposition, ni appel, ni pourvoi en cassation ;
- d) une copie authentique de la citation de la partie qui a fait défaut à l'instance, ou toute pièce en tenant lieu.

ARTICLE 22. -

Les sentences arbitrales rendues valablement dans l'un des deux pays sont reconnues dans l'autre pays et peuvent y être déclarées exécutoires si elles satisfont aux conditions de l'article 16 autant que ces conditions sont applicables. L'exéquatur est accordé dans les formes prévues aux articles précédents.

ARTICLE 23. -

Les actes authentiques, exécutoires dans l'un des deux pays sont déclarés exécutoires dans l'autre, par l'autorité compétente d'après la loi du pays où l'exécution doit être poursuivie.

.../...

Cette autorité se borne à vérifier si les actes réunissent les conditions nécessaires à leur authenticité dans le pays où il ont été établis et si les dispositions dont l'exécution est poursuivie n'ont rien de contraire à l'ordre public du pays où l'exécutant est demandé ou aux principes de droit public applicables dans ce pays.

TITRE III.

De l'extradition

ARTICLE 24. -

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à se livrer réciproquement, selon les règles et sous les conditions déterminées par les articles suivants, les individus qui, se trouvant sur le territoire de l'un des deux Etats, sont poursuivis ou condamnés par les autorités judiciaires de l'autre Etat.

ARTICLE 25. -

Les Hautes Parties Contractantes n'extraderont pas leurs nationaux respectifs. La qualité de national s'appréciera à l'époque de l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée.

Toutefois, la partie requise s'engage, dans la mesure où elle a compétence pour les juger, à faire poursuivre ses propres nationaux qui aurent commis, sur le territoire de l'autre Etat, des infractions punies comme crime ou délit dans les deux Etats,

.../...

lorsque l'autre partie lui adressera par la voie diplomatique une demande de poursuite accompagnée des dossiers, documents, objets et informations en sa possession. La partie requérante sera tenue informée de la suite qui aura été donnée à sa demande.

ARTICLE 26. -

Seront sujets à extradition :

- 1/ les individus qui sont poursuivis pour des crimes ou délits punis par les lois des parties contractantes d'une peine d'au moins six mois d'emprisonnement ;
- 2/ les individus qui, pour des crimes ou délits punis par la loi de l'Etat requis, sont condamnés contradictoirement ou par défaut par les tribunaux de l'Etat requérant à une peine d'au moins deux mois d'emprisonnement.

ARTICLE 27. -

L'extradition ne sera pas accordée si l'infraction pour laquelle elle est demandée est considérée par la partie requise comme une infraction politique ou comme une infraction connexe à une telle infraction.

ARTICLE 28. -

L'extradition pourra ne pas être accordée si l'infraction pour laquelle elle est demandée consiste uniquement dans la violation d'obligations militaires.

ARTICLE 29. -

En matière de taxes et d'impôts, de douane, de change, l'extradition sera accordée dans les conditions prévues par la présente convention dans la mesure où il en aura été ainsi décidé par simple échange de lettres pour chaque infraction ou catégorie d'infractions spécialement désignée.

ARTICLE 30. -

L'extradition sera refusée :

a) si les infractions à raison desquelles elle est demandée, ont été commises dans l'Etat requis.

b) si les infractions ont été jugées définitivement dans l'Etat requis.

c) si la prescription de l'action ou de la peine est acquise d'après la législation de l'Etat requérant ou de l'Etat requis lors de la réception de la demande par l'Etat requis ;

d) si les infractions ayant été commises hors du territoire de l'Etat requérant par un étranger à cet Etat, la législation du pays requis n'autorise pas la poursuite des mêmes infractions commises hors de son territoire par un étranger.

L'extradition pourra être refusée si les infractions font l'objet de poursuites dans l'Etat requis ou ont été jugées dans un Etat tiers.

.../...

ARTICLE 31. -

La demande d'extradition sera adressée par la voie diplomatique.

Elle sera accompagnée de l'original ou de l'expédition authentique, soit d'une décision de condamnation exécutoire, soit d'un mandat d'arrêt ou de tout autre acte ayant la même force et discerné dans les formes prescrites par la loi de l'Etat requérant. Les circonstances des faits pour lesquelles l'extradition est demandée, le temps et le lieu où ils ont été commis, la qualification légale et les références aux dispositions légales qui leur sont applicables, seront indiqués le plus exactement possible. Il sera joint également une copie des dispositions légales applicables ainsi que, dans toute la mesure du possible, le signalement de l'individu et toute indication de nature à déterminer son identité.

ARTICLE 32. -

En cas d'urgence, sur la demande des autorités compétentes de l'Etat requérant, il sera procédé à l'arrestation provisoire, en attendant l'arrivée de la demande d'extradition et des documents mentionnés au second alinéa de l'article 31.

La demande d'arrestation provisoire sera transmise aux autorités compétentes de l'Etat requis soit directement par la voie postale ou téléphonique, soit par tout autre moyen laissant une trace écrite ; elle sera en même temps confirmée par la voie diploma-

tique ; elle devra mentionner l'existence d'une des pièces prévues au second alinéa de l'article 31 et fera part de l'intention d'envoyer une demande d'extradition ; elle mentionnera l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée, le temps et le lieu où elle a été commise ainsi que le signalement aussi précis que possible de l'individu réclamé. L'autorité requérante sera informée, sans délai, de la suite donnée à sa demande.

ARTICLE 33. -

Il pourra être mis fin à l'arrestation provisoire si, dans le délai de 20 jours après l'arrestation, l'Etat requis n'a pas été saisi de l'un des documents mentionnés au second alinéa de l'article 31. La mise en liberté ne s'oppose pas à l'arrestation et à l'extradition si la demande d'extradition parvient ultérieurement.

ARTICLE 34. -

Lorsque des renseignements complémentaires lui seront indispensables pour s'assurer que toutes les conditions prévues par la présente Convention sont remplies, l'Etat requis, dans le cas où l'omission lui apparaîtra susceptible d'être réparée, avertira l'Etat requérant, par la voie diplomatique avant de rejeter la demande. Un délai pourra être fixé par l'Etat requis pour l'obtention de ces renseignements.

ARTICLE 35. -

Si l'extradition est demandée concurremment par plusieurs Etats, soit pour les mêmes faits, soit pour des faits différents, l'Etat requis statuera librement, compte tenu de toutes circonstances et notamment de la possibilité d'une extradition ultérieure entre les Etats requérants, des dates respectives des demandes, de la gravité relative et du lieu des infractions

ARTICLE 36. -

Quand il est donné suite à l'extradition, tous les objets provenant de l'infraction ou pouvant servir de pièces à conviction qui seront trouvés en la possession de l'individu réclamé au moment de son arrestation ou qui seront découverts ultérieurement seront, sur la demande de l'Etat requérant, saisis et remis à cet Etat.

Cette remise pourra être effectuée même si l'extradition ne peut s'accomplir par suite de l'évasion ou de la mort de l'individu réclamé.

Seront toutefois réservée les droits que les tiers auraient acquis sur les dits objets qui devront, si de tels droits existent, être rendus à l'Etat requis, le plus tôt possible et aux frais de l'Etat requérant à la fin des poursuites exercées dans cet Etat.

L'Etat requis pourra retenir temporairement les objets saisis s'il le juge nécessaire pour une procédure pénale. Il pourra de même, en les transmettant, se réserver leur restitution

pour le même motif en s'obligeant à les renvoyer à son tour dès que faire se pourra.

ARTICLE 27. -

L'Etat requis fera connaître à l'Etat requérant par la voie diplomatique, sa décision sur l'extradition.

Tout rejet complet ou partiel sera motivé.

En cas d'acceptation, l'Etat requérant sera informé du lieu et de la date de la remise.

Faute d'accord à cet égard, l'individu extradé sera conduit par les soins de l'Etat requis au lieu que désignera la mission diplomatique de l'Etat requérant.

Sous réserve du cas prévu à l'alinéa précédent, l'Etat requérant devra faire recevoir l'individu à extraditer, par ses agents, dans un délai d'un mois à compter de la date déterminée conformément aux dispositions du troisième alinéa du présent article. Si, au terme de ce délai, l'Etat requérant n'a pas fait recevoir l'individu à extraditer, celui-ci sera mis en liberté et ne pourra plus être réclamé pour le même fait.

Dans le cas de circonstances exceptionnelles empêchant la remise ou la réception de l'individu à extraditer, l'Etat intéressé en informera l'autre Etat avant l'expiration du délai. Les deux Etats se mettront d'accord sur une autre date de remise et les dispositions de l'alinéa seront applicables.

.../...

ARTICLE 38 .-

Si l'individu réclamé est poursuivi ou condamné dans l'Etat requis pour une infraction autre que celle motivant la demande d'extradition, ce dernier Etat devra néanmoins statuer sur cette demande et faire connaître à l'Etat requérant sa décision sur l'extradition dans les conditions prévues aux alinéas 1 et 2 de l'article 37. La remise de l'inculpé sera toutefois, dans le cas d'acceptation, différée jusqu'à ce qu'il soit satisfait à la Justice de l'Etat requis. Elle sera effectuée à une date qui sera déterminée conformément aux dispositions du troisième alinéa de l'article 37 et les alinéas 4,5 et 6 dudit article seront alors applicables.

ARTICLE 39. -

L'individu qui aura été livré ne pourra être ni poursuivi, ni jugé contradictoirement, ni être détenu en vue de l'exécution d'une peine pour une infraction antérieure à la remise autre que celle ayant motivé l'extradition sauf dans les cas suivants :

1/ lorsque, ayant eu la liberté de le faire, l'individu extradé n'a pas quitté, dans les trente jours qui suivent son élargissement définitif, le territoire de l'Etat auquel il a été livré ou s'il est retourné après l'avoir quitté ;

2/ lorsque l'Etat qui l'a livré y consent, une demande devra être présentée à cet effet, accompagnée des pièces prévues au second alinéa de l'article 31 et d'un procès-verbal judiciaire consignant les déclarations de l'extradé sur l'extension de l'extradition

.../...

et mentionnant la possibilité qui lui a été donnée d'adresser un mémoire en défense aux autorités de l'Etat requis.

Lorsque la qualification donnée au fait incriminé sera modifiée au cours de la procédure, l'individu extradé ne sera poursuivi ou jugé que dans la mesure où les éléments constitutifs de l'infraction, nouvellement qualifiés, permettraient l'extradition.

ARTICLE 40. -

Sauf dans le cas où l'intéressé est resté sur le territoire de l'Etat requérant dans les conditions prévues à l'article précédent ou y serait retourné dans ces conditions, l'assentiment de l'Etat requis sera nécessaire pour permettre à l'Etat requérant de livrer à un Etat tiers l'individu qui lui a été remis.

ARTICLE 41. -

L'extradition, par voie de transit à travers le territoire de l'une des parties contractantes, d'un individu livré à l'autre partie sera accordée sur demande adressée par la voie diplomatique. A l'appui de cette demande, seront fournis les pièces nécessaires pour établir qu'il s'agit d'une infraction donnant lieu à extradition. Il ne sera pas tenu compte des conditions prévues à l'article 26 et relatives à la durée des peines.

ARTICLE 42. -

Les frais occasionnés par la procédure d'extradition seront à la charge de l'Etat requérant, étant entendu que l'Etat requis ne réclamera ni frais de procédure, ni frais d'incarcération.

Les frais occasionnés par le transit sur le territoire de l'une des parties de l'individu livré à l'autre partie seront à la charge de l'Etat requérant.

TITRE IV.

Dispositions Finales

ARTICLE 43. -

Les deux parties contractantes se donneront réciproquement avis des condamnations pour crimes et délits prononcés par les autorités judiciaires à l'encontre des nationaux de l'autre partie.

Ces avis seront transmis par le canal des départements des Affaires Etrangères et par la voie diplomatique normale.

ARTICLE 44. -

La présente Convention sera ratifiée conformément aux règles constitutionnelles en vigueur dans chacun des Etats contractants.

Elle entrera en vigueur à la date d'échange des instruments de ratification.

ARTICLE 45. -

La présente convention demeurera en vigueur pendant une durée de cinq ans. Elle sera renouvelable par tacite reconduction, sauf préavis donné par l'une des parties un an au moins avant l'expiration de la période prévue.

.../...

La présente convention est applicable aux crimes et délits commis antérieurement à la date d'entrée en vigueur.

Tunis le 8 Juillet 1975

Pour le Gouvernement de la République
de COTE D'IVOIRE.

Pour le Gouvernement de la
République Tunisienne.

Le Garde des Sceaux, Ministre de
la Justice

Le Ministre de la Justice

CAMILLE ALLIALI

SLAH-EDDINE BALY